Document generated on 07/16/2025 7:32 a.m.

Continuité

CONTINUITÉ

Entrevue avec Phyllis Lambert

France Gagnon Pratte

Number 56, March–April–May 1993

URI: https://id.erudit.org/iderudit/17495ac

See table of contents

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)
1923-2543 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Gagnon Pratte, F. (1993). Entrevue avec Phyllis Lambert. *Continuité*, (56), 33–35.

Tous droits réservés © Éditions Continuité, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ENTREVUE AVEC PHYLLIS LAMBERT

Photo: Huguette Leduc.

Phyllis Lambert est directrice et fondatrice du Centre canadien d'architecture de Montréal, un musée et un centre d'étude consacré à l'art de l'architecture et à son histoire.

par
France Gagnon Pratte

Quand la Ville de Montréal a voulu remplacer par des gratte-ciel les maisons de Milton-Parc, vous avez sauvegardé les demeures en créant des coopératives d'habitation. Avec le recul du temps, comment appréciez-vous votre action de sauvegarde et quels en ont été les points forts ainsi que les lacunes?

D'abord, l'idée de remplacer par des gratte-ciel les maisons de Milton-Parc provient des développeurs et non de la Ville de Montréal. Ces derniers désirent ainsi transformer ce quartier, situé à proximité d'un échangeur, en un quartier tout à fait autre. Ils souhaitent somme toute faire une ville dans la ville.

Le but consistait au départ à y instaurer des hôtels, des hôpitaux, des écoles, etc., mais voilà que les citoyens du quartier se sont opposés à un tel projet. En fait, ils réclament la possibilité de maintenir les familles en ville de façon à ce que ceux qui sont moins riches puissent profiter d'une habitation saine au cœur du centre-ville. Ils veulent simplement un quartier qui soit à eux, un vrai. L'idée de fond qui sous-tend alors cette opposition soulève à prime abord un intérêt d'ordre communautaire.

À cette époque, alors que j'occupais le poste de présidente à Héritage Montréal, je vis des citoyens de Milton-Parc nous adresser des requêtes. De plus, nous les avons aidés à produire un journal de quartier. Enfin, ces derniers nous demandèrent également de les aider à acheter les maisons du Parc, ce qui était de notre ressort. Ainsi se sont-ils rendus à la SCHL (Société canadienne d'hypothèque et de logement), à Ottawa, ce qui favorisa par la suite une concertation entre la SCHL, le Gouvernement, la SHQ (Société d'habitation du Québec), la Ville et, surtout, le quartier. Nous avons constitué une corporation qui allait gérer ce noyau de concertation et mis sur pied des groupes de ressources techniques.

Finalement, rénover les maisons et former des coopératives d'habitation adéquates s'avérait une façon d'apprendre à vivre dans la ville, puisque nous formions une communauté. Et une communauté comprend des familles, des gens âgés, des chambreurs et chacun doit y trouver sa place. Quelques gratte-ciel ont effectivement été construits, mais ils furent difficilement vendus: les citoyens, partout à travers le quartier, avaient fait circuler une annonce disant: «Voulez-vous habiter un quartier aux maisons en pierre grise?»

Quant aux points forts d'une telle action, mentionnons d'abord qu'il s'agit d'une stratégie primordiale pour la Ville, qui a formé plusieurs personnes afin de disposer de ressources techniques. Ce fut l'occasion d'informer et d'éduquer les gens au rôle des SHQ. Mais avant tout, nous assistions à l'établissement d'une communauté de quartier au sein même du centre-ville.

Les gens qui habitent ces quartiers – pour la plupart des familles – gèrent eux-mêmes leur milieu de vie et possèdent leurs propres services (par exemple, les magasins). Mais par-dessus tout, ils se sont donné une charte afin de protéger leur territoire. Il va sans dire que la sauvegarde d'un quartier résidentiel fait appel à de nombreux éléments techniques. Ainsi, lorsqu'on a voulu construire des immeubles en copropriété, il fut possible d'enregistrer les servitudes contre les baux au lieu de l'acte de vente, ce qui constitue un élément de taille dans une société pour laquelle la notion de

propriété privée demeure fondamentale. Une telle action, selon moi, s'avère primordiale, et elle a contribué à renforcer les actions de la SHDM (Société d'habitation et de développement de Montréal). De plus, elle a donné naissance à un nouveau quartier, le Faubourg Québec, situé dans le quartier Centre-Sud, soit à l'est du Vieux-Montréal. Ce quartier offrira 1 900 unités d'habitation neuves et 700 unités d'habitation autour du quartier. Des coopératives d'habitation, sans but lucratif, seront également rénovées. Cela donne lieu à une symbiose entre les nouvelles habitations et permet d'améliorer la qualité de vie au sein des quartiers avoisinants.

Alors que le ministère de la Culture du Québec s'attache à la restauration du tissu urbain ancien et des maisons historiques, votre vision de la ville de Montréal passe autant par la mise en valeur des édifices centenaires que des édifices modernes comme le Westmount Square. N'est-il pas exact d'affirmer qu'une ville constitue la somme de ses composantes architecturales?

Oui, cela s'avère essentiel, mais les édifices modernes tels que le Westmount Square ont une fois de plus fait place à l'initiative des citoyens montréalais, qui ont fait pression auprès du développeur afin de sauvegarder les qualités architecturales du bâtiment, conçu par un des plus grands architectes du XXe siècle.

C'est là un des grands problèmes auxquels nous sommes confrontés, alors que nous avons hérité de cette idée des pionniers – non pas au Canada –, car les maisons en pierre grise étaient difficilement délogeables; toutefois, aux États-Unis, on bâtissait de petites maisons en bois rond, que l'on habitait pour une courte durée. Ce qui n'est pas au fond ancré dans la mentalité québécoise.

Malheureusement, nous en avons conservé les pires aspects. Par exemple, il m'est apparu aberrant de vouloir rénover le Westmount Square afin de le mettre au goût du jour. Nous devons plutôt reconnaître nos richesses patrimoniales et les sauvegarder en les gérant correctement. Il importe d'être conservateur dans une grande ville et d'avoir l'art de mettre le patrimoine en valeur. Une telle pratique s'avère essentielle.

Vous avez réagi vivement au déménagement de l'Hôtel-Dieu de Montréal à Rivière-des-Prairies. Quelles sont les raisons profondes qui motivent votre opposition à ce projet du ministre Marc-Yvan Côté?

Au point de vue patrimonial, le bâtiment comprend les pierres d'origine de Montréal (1642). La première partie a été construite en 1860 et des ajouts ont été effectués au XXe siècle, dans les années 1940-1950. Mais en ce qui concerne l'Hôtel-Dieu de Montréal, nous rencontrons la même mentalité dont j'ai déjà parlé, alors que nous nous disons «peut-être devrions-nous faire quelque chose...»

Il y a même des gens qui, semble-t-il, préfèrent déménager au lieu de rénover leur appartement. À l'époque, on a voulu démolir la maison des Patriotes située à Montréal. Aujourd'hui, on se demande comment une telle idée a pu nous traverser l'esprit: ce bâtiment représente, au Québec, un des éléments historiques les plus importants! Peut-être, dans dix ans, les gens passeront-ils de tels commentaires en se remémorant le projet de déménagement de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Cet argument représente l'essentiel du raisonnement que je poursuis. Il touche la base des questions patrimoniales. L'Hôtel-Dieu est un bâtiment qui compose notre histoire, notre mémoire; il est un moteur de l'économie au sein de la ville. En effet, les soins de santé sont d'une importance capitale et un hôpital donne lieu bien souvent à de nombreux services connexes, qui le mettent en lien avec d'autres institutions (par exemple, l'Université de Montréal, l'Université d'Ottawa, le Royal Victoria de même que l'Institut de recherches cliniques de Montréal situé juste en face). Il existe un tissu urbain, une synergie entre ces diverses institutions. L'Hôtel-Dieu de Montréal demeure essentiel à la vitalité du centre-ville. C'est là un aspect primordial: on ne peut retrancher une partie de ce tissu urbain sans y laisser une plaie, une blessure énorme.

Lorsque vous déracinez un de ces éléments, vous affectez inévitablement les autres. Si on a besoin d'un hôpital à Rivière-des-Prairies, qu'on en construise un. Cet hôpital, de premier ordre, aura une vocation totalement différente de celle de l'Hôtel-Dieu: les gens pourront y recevoir les premiers soins et, en raison des nombreuses familles, une maternité et une médecine familiale. Quant à l'Hôtel-Dieu, un hôpital de troisième ordre, il est très spécialisé dans les maladies telles que le sida, le cancer, etc.

Il m'apparaît inconcevable que Montréal extirpe cette «mémoire dans la ville» et si l'on modifie la vocation de l'Hôtel-Dieu, ce sera à tout le moins la disparition de l'Hôtel-Dieu.

Vouloir établir un grand centre universitaire loin de l'Université de Montréal entraînera des problèmes de transport, davantage de pollution, sans compter que le métro ne se rend pas jusqu'à Rivière-des-Prairies. Et sur le plan économique, nous ne pouvons entreprendre la construction d'une telle ligne de métro. Pareille situation nous renvoie presque inévitablement au problème de l'étalement urbain.

Les ministres, qui ne sont ni Montréalais ni urbanistes, prétendent qu'un tel projet est bon pour l'hôpital, ce qui bien sûr est impossible, car on ne peut, sans causer de tort, transplanter ces institutions déjà établies au centre-ville. Alors comment peut-on affirmer que cela va dans l'intérêt de l'hôpital? Quand un ministre soulève une telle idée, il importe d'en considérer les impacts sur la société. Enfin, parmi ceux à qui j'ai parlé du déménagement de l'Hôtel-Dieu de Montréal, tous m'ont confié qu'il s'agissait là d'une grave erreur.

Le rôle des groupes de pression doit-il être différent aujourd'hui qu'au moment où vous étiez membre de l'organisme Sauvons Montréal?

En fait, le rôle des groupes de pression a changé, car à ses débuts, l'organisme regroupe 23 groupes de citoyens du boulevard Saint-Laurent, à Westmount et à travers le grand centre-ville, qui s'opposent aux rénovations, aux démolitions, aux nouvelles structures, aux bâtiments vétustes, etc. À cette époque, nous ne pouvions somme toute que mettre un frein à la destruction sociale, écologique et historique de la mémoire et de la structure mêmes de la ville: on tuait littéralement les villes.

À votre avis, les moyens d'action ont-ils suffisamment évolué?

Les moyens d'action ont énormément changé, car au début on ignorait jusqu'à la vocation de tels bâtiments. On savait toutefois que de tels ravages devaient cesser. On entreprit alors de nombreuses actions d'ordre éducatif, par exemple en montrant comment rénover des toitures, des fenêtres, et ce qu'est d'abord une fenêtre et la raison d'être d'une fenêtre en bois, en aluminium, etc.

De plus, la sauvegarde des bâtiments a donné lieu à toute une industrie de l'histoire des bâtiments. Pour faire classer des monuments historiques, il faut que les gens les aiment, qu'ils les connaissent, qu'ils sachent qui en ont été les architectes et les propriétaires,

les constructeurs et les entrepreneurs: qu'ils apprennent somme toute à connaître le quartier.

Les moyens d'action ont commencé à changer avec Héritage Montréal. Bien sûr, Sauvons Montréal était aussi présent, mais Héritage Montréal – dont je fus la première présidente – était un organisme qui organisait des campages de financement et, ainsi, nous pouvions venir en aide entre autres aux citoyens de Milton-Parc, qui désiraient publier un journal de quartier.

Nous avons aidé les gens à poser des actions d'ordre légal, à procéder à l'étude des coûts de restauration et de rénovation liés à un bâtiment spécifique. Héritage Montréal est un organisme qui favorise l'action (et d'abord les actions collectives), la prise de moyens concrets et non des études reléguées aux oubliettes.

Ainsi avons-nous travaillé à éduquer les gens, en collaboration avec des professeurs de Montréal spécialisés dans la question de l'éducation à l'art, à l'architecture et au patrimoine.

Héritage Montréal se penche également sur les problématiques liées à un quartier. Par exemple, à une époque donnée, Hydro-Québec voulait implanter son siège social rue Sherbrooke, alors que la vocation de cette artère est toute autre. En effet, la rue Sherbrooke constitue un véritable couloir d'arts et d'animation et ne comporte aucune structure commerciale. L'arrivée d'Hydro-Québec aurait de ce fait nuit considérablement à cette vocation de même qu'aux immeubles d'habitation situés autour. Héritage Montréal a donc effectué une étude mettant en relief les conséquences d'un tel projet. En fait, c'est là le but de cet organisme, qui vise à informer les gens des conséquences et de l'histoire de tels projets.

Quant au dossier concernant le déménagement de l'Hôtel-Dieu de Montréal, Héritage Montréal a joué un rôle de premier plan. En effet, l'organisme regroupe des spécialistes aux connaissances techniques. Par exemple, Dinu Bumbaru a mis sur pied un groupe d'architectes et d'urbanistes, qui ont produit un rapport au sujet de la possibilité de construire sur le site même de l'Hôtel-Dieu. Sans un organisme comme Héritage Montréal, de telles actions eurent été impossibles.

Il doit en effet y avoir une continuité à travers les actions – une évolution de ces dernières, des idées –, qui nous permette d'être au diapason des problèmes de tous les jours. En fait, si l'on ne tient pas compte de ce que représente la restauration, de l'impact d'une nouvelle construction dans un vieux quartier, etc., on ne peut adopter les actions appropriées. Les gens doivent absolument se pencher sur ces questions, c'est vital.

Héritage Montréal forme un noyau important, car cet organisme détient l'expertise mais, en même temps, à certains moments, il n'entreprend aucune grande action. La continuité du travail et des études se poursuit toutefois et de tels organismes d'action demeurent essentiels. Il faut créer des quartiers dans la ville, maintenir une diversité en tous points, que ce soit sur le plan social, économique ou culturel: c'est ça la ville.

La relève, au sein de ces groupes de pression, est-elle assez significative et bien outillée pour faire face aux nouveaux défis?

Héritage Montréal a presque vingt ans et il existe un grand respect à l'égard de son action. Mentionnons, entre autres, un élément fort important: à l'époque du collège McGill, on projetait de construire un centre commercial et de recouvrir la ville avec les Jardins de verre (des passerelles de verre). Les Montréalais ont fortement protesté et c'est à cette époque qu'Héritage Montréal put introduire le principe des audiences publiques.

L'administration de Jean Doré a instauré toute une structure d'audiences publiques. C'est là un rôle de premier ordre pour Héritage Montréal, car des études architecturales, urbanistiques et sociales – sur tous les plans de l'aménagement paysager – sont nécessaires lors de telles audiences. La force d'Héritage Montréal réside somme toute dans le fait de regrouper des experts, qui donnent de la valeur aux présentations.

Héritage Montréal n'est toutefois pas le seul organisme qui existe. Par exemple, le groupe qui s'est engagé dans la sauvegarde des bâtiments comme le Westmount Square regroupait des historiens d'architecture de l'Université du Québec à Montréal, des architectes, etc. Tous se sont joints à ce débat. De nouveaux groupes se forment continuellement lorsqu'émerge une problématique. Ce qui importe, dans le cas d'Héritage Montréal, c'est la présence de cette continuité dans l'organisation.

On vous a appelée Notre-Dame de la Restauration. Après vingt ans passés à vouloir protéger les valeurs architecturales de la ville, quel bilan établissez-vous?

Ce bilan est formidable. J'adore cette action, car c'est une action sociale. Je n'étais cependant pas seule, sinon rien ne serait arrivé. C'est là une action de groupe, de concertation, qui rassemble des gens qui font avancer les choses.

Un tel bilan s'avère également important. À Montréal, une éthique a émergé de tout cela, une éthique que vous verrez à travers des projets de développement comme l'hôtel Windsor, le Centre de commerce mondial, rues Saint-Jacques et Saint-Antoine, un vaste îlot composé d'anciens bâtiments magnifiques.

De même, le CCA (le Centre canadien d'architecture) est pour sa part voué à la connaissance de l'architecture et de son histoire, afin de bien comprendre les problématiques qui ont existé dans le passé et qui existent aujourd'hui. Le CCA examine aussi les actions qui seront prises dans l'avenir et qui sont fondées sur ces éléments.

Melvin Charney, artiste et architecte du Jardin du CCA, travaille dans la même optique basée sur les mœurs de notre société, que l'on perçoit dans les bâtiments, et l'on voit la révolution du travail urbain dans le travail accompli. Il a travaillé en collaboration avec des gens du département de planification de la Ville et formé des étudiants. Aussi a-t-il réalisé l'étude relative au Faubourg Saint-Laurent, afin d'établir les règles dans le projet du Faubourg Québec, le savoir-faire montréalais. De quelle façon on a implanté les bâtiments, quel était le type d'implantation dans les quartiers pauvres et les quartiers riches, dans ces quartiers dont la population est peu dense: une telle étude s'avère fascinante et la Ville de Montréal la prend en considération dans l'étude du Faubourg Québec.

Il existe une éthique de base qui consiste à partir de ce que nous sommes et de parachuter quelques éléments de l'extérieur. Selon moi, ces actions s'intensifient graduellement. Après la création d'Héritage Montréal, peu de bâtiments ont été détruits et on regrette de les avoir perdus. Par exemple, dans le projet du Phare de la Montagne, on a remplacé un magnifique verger du XVIIe siècle par un banal immeuble d'habitation. Heureusement, cette éthique s'enracine de plus en plus profondément dans les mœurs des Montréalais. Montréal est une ville dont les actions s'avèrent un modèle à de nombreux niveaux, tant pour l'action que pour les stratégies qui doivent être imbriquées dans la ville. Ainsi, nous serons fiers d'être citoyens d'une cité agréable, d'un patrimoine qui vit!